



COMMUNIQUE DE PRESSE - 28/05/2025

<https://linktr.ee/LaCNL>

SUPPRESSION DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION (INC) : UNE ATTAQUE CONTRE LE SERVICE PUBLIC DES CONSOMMATEURS

La Confédération Nationale du Logement (CNL) tient à exprimer sa **totale solidarité avec l'Institut national de la consommation (INC) et la rédaction du magazine 60 Millions de consommateurs, aujourd'hui menacés de suppression.**

En déclarant que « ses missions sont échues », Mme de Montchalin, ministre chargée des Comptes publics, balaie d'un revers de main des décennies d'un service public d'intérêt général. **L'INC n'a jamais été aussi utile,** dans un contexte où les arnaques se multiplient, où les pratiques commerciales abusives se banalisent, où les consommateurs – notamment les plus fragiles – peinent à se repérer parmi des **offres toujours plus opaques et des produits parfois dangereux pour la santé ou l'environnement.**

Quel message le gouvernement envoie-t-il aux **millions de Français qui font confiance à l'expertise indépendante de 60 Millions de consommateurs,** aux associations qui forment leurs bénévoles grâce au soutien de l'INC, aux jeunes que l'on veut initier à la consommation responsable, aux personnes vulnérables qui ont besoin d'accompagnement, de conseils juridiques, de décryptages clairs ? **Supprimer l'INC, c'est priver les citoyen-ne-s d'un rempart essentiel face à des pratiques commerciales souvent agressives, parfois illégales.**

Non, Mme de Montchalin, **les missions de l'INC ne sont pas obsolètes.** Elles sont plus que jamais cruciales dans une société saturée d'**informations biaisées, de contenus sponsorisés, de faux avis, de publicités déguisées.** L'INC reste l'un des rares acteurs publics capables d'offrir une **information rigoureuse, désintéressée, libre de toute pression commerciale,** à l'heure des scandales sanitaires liés aux pesticides, à l'eau minérale et aux polluants éternels.

La CNL dénonce également le mépris manifeste dont témoigne cette annonce à l'égard des salarié-e-s de l'Institut, engagé-e-s depuis des années pour maintenir ce service public à flot, malgré **un désengagement constant de l'État et une politique de démantèlement budgétaire sourde aux enjeux.** Nous rappelons que l'INC vit aux deux tiers de ses recettes propres – notamment grâce aux ventes de 60 Millions de consommateurs – et que la contribution de l'État est minime au regard de l'impact social de ses actions.

La CNL appelle solennellement le gouvernement à **renoncer à cette décision injustifiable** et à ouvrir une **concertation sérieuse,** à partir du plan de transformation de l'INC, voté à l'unanimité de son conseil d'administration.

Nous affirmons haut et fort : non, les missions de l'INC ne sont pas échues. Elles sont vitales.

Et nous appelons toutes les associations, syndicats, élu-e-s et citoyen-ne-s à se mobiliser pour leur défense.

Montreuil le 28 mai 2025